

*Jeux olympiques—Financement*

vendant \$100 des pièces contenant pour \$100 d'or. Il a parlé des pièces de \$20 que nous avons mises sur le marché en 1967. Je lui conseille d'essayer aujourd'hui d'en trouver à \$20. Il sait aussi bien que moi que cette pièce se vend près de \$200, suivant l'endroit où il l'achète et la spéculation qui existe.

Je ne veux pas donner l'impression que la meilleure pièce, celle qui contient une demi-once d'or, est destinée exclusivement au marché européen. Elle est destinée aux numismates. Des milliers et des milliers de Canadiens tombent dans cette catégorie.

● (1540)

Le bill ne constitue qu'un amendement à un bill déjà adopté par la Chambre. Il ne concerne nullement le coût des Jeux olympiques, ou le déficit éventuel—je n'ai aucune idée de ce qu'il sera. Je suis chargé d'appliquer les programmes que le Parlement a mis à la disposition du COJO afin de réunir des fonds pour le financement, l'auto-financement, espérons-le, des Jeux.

Pour résumer quelques arguments avancés aujourd'hui, nous avons espéré que les trois programmes, la loterie, les timbres et les pièces de monnaie, rapporteraient 290 millions de dollars, mais aucun d'eux n'aurait pu être mis en œuvre légalement sans l'adoption de la loi sur les Jeux olympiques de 1976. C'était trois entreprises risquées; c'était une expérience nouvelle. Imposer une surtaxe au prix d'un timbre au Canada est plutôt l'exception que la règle, contrairement à l'Europe, où l'on recueille des fonds de cette manière pour des organismes de bienfaisance, des hôpitaux, des organismes de bien-être, et autres. Nous avons espéré recueillir 10 millions de dollars de cette façon, en partie par l'intermédiaire des pièces de monnaie, en partie grâce à la loterie. Il semble que la loterie aura beaucoup plus de succès qu'on ne l'avait prévu mais que le programme des pièces de monnaie, par contre n'en n'aura pas autant; le gouvernement estimait que les bénéficiaires s'élèveraient à près de 100 millions qui seraient remis au COJO, dont 3 p. 100 à l'Association olympique.

Quel est le but du bill à l'étude? Nous ne faisons que modifier le bill initial pour ajouter une autre pièce au programme, ou deux pièces pour être précis, une dont le titre en or serait plus important que le titre en argent. Nous ne demandons pas de relever la valeur nominale de la pièce pour dépasser les 450 millions de dollars prévus. Nous ne demandons pas de remettre au COJO plus de 260 millions des fonds recueillis par les programmes des pièces et des timbres. Nous nous rendons compte simplement qu'en nous fiant uniquement sur la pièce d'argent, nous serons loin des 450 millions en valeur nominale et bien en deçà du plafond de 250 millions que nous avons fixé au cas où, sur les trois, cette méthode se révélerait la plus fructueuse.

Le bill initial ne précisait nullement le titre en argent des pièces. Il disait simplement que ce titre serait fixé par le gouverneur en conseil. Nous ne nous écartons même pas de cette décision initiale. Lorsque j'ai déclaré au comité que j'espérais que nous aurions une pièce qui contiendrait au moins un quart d'once d'or, j'étais parfaitement sincère et je le suis toujours.

[M. Mackasey.]

Le marché des pièces de monnaie est sujet à des fluctuations. Il est vaguement possible qu'à l'époque où nous coulerons des pièces d'or, le prix de l'or soit passé théoriquement à \$100 l'once. D'un autre côté, il pourrait être de \$50 l'once. Je l'ignore. Je sais qu'il faudra que nous payions notre or d'après une formule élaborée par le ministère des Finances et qui tiendrait compte de la valeur marchande de l'or au moment de la commande. Bien que nous ayons acheté de l'or à \$42 l'once, et peut-être même moins à certains moments, nous le paierons au prix marchand fixé sur le marché de Londres lorsque viendra le moment où nous aurons besoin de cet or. Nous ne voulons pas en accumuler d'avance pour ne pas avoir à payer d'intérêts.

Le ministère des Finances fournira à la Monnaie l'or nécessaire lorsque l'on commencera à fabriquer les pièces. Le député a dit ce matin que nous avions acheté le matériel, ce n'est pas exact. Il a soigneusement lu dans le compte rendu du comité en ce qui a trait à mes remarques. La Monnaie a demandé au fabricant de l'équipement de lui réserver une place sur sa chaîne d'assemblage. Le directeur de la Monnaie a déclaré en fait que si les machines ne lui étaient pas livrées en juin, il ne saurait être question d'avoir des pièces avant novembre ou décembre.

Lorsque j'ai dit que le 1<sup>er</sup> juillet était la date limite, je tenais compte de l'ajournement d'été et du fait qu'il était parfaitement possible que, si nous devions attendre jusqu'à l'automne pour commencer à débattre la possibilité de fabriquer une médaille d'or olympique, il serait alors trop tard. Le député a dit ce matin que nous avions engagé les artistes chargés de dessiner les pièces, ce n'est pas exact non plus. Je n'ai pas dit cela, le président du Conseil du Trésor (M. Chrétien) non plus. Nous avons simplement dit que nous avions l'œil sur une demi-douzaine d'artistes canadiens disposant des aptitudes et du talent voulus pour réaliser des motifs susceptibles d'être reproduits sur du métal. Comme beaucoup de gens le savent, c'est tout un art.

Nous avons décidé—c'est la tradition et nous allons la perpétuer—d'organiser un concours auquel participent tous les intéressés. Nous savons combien il leur faut de temps pour soumettre un motif convenable. Il faut tenir compte des problèmes que posent la gravure et les flans ainsi que l'adaptation de nos exigences au travail régulier de la Monnaie, qui ne consiste pas seulement à fabriquer des pièces d'argent et des pièces d'usage courant mais aussi à remplir des contrats pour l'étranger. Il importe de faire vite, et je n'ai pas à m'excuser de dire qu'il est urgent et impérieux, si nous voulons soutenir le programme de monnaie olympique en émettant des pièces d'or—j'y reviendrai dans un moment—alors, il est impérieux d'adopter le bill avant le congé. La plupart des députés l'ont bien compris.

J'ai peut-être l'air un peu contrarié, mais cela m'ennuie lorsque les gens me demandent: «Que cherchez-vous à cacher?» C'est toujours ainsi que la discussion s'engage. Les occasions ne manquent pas pour avoir des discussions utiles et d'honnêtes divergences d'opinions entre députés sur nos valeurs sociales, comme l'a signalé le député de Nickel Belt (M. Rodriguez) lors de la deuxième lecture. À ses yeux, il faudrait accorder la priorité à l'habitation. D'autres députés partagent peut-être ce point de vue.